EXPOSE DES MOTIFS

**DU PROJET DE LOI RELATIVE A L'ACTIVITE D'AFFACTURAGE
AU BURKINA FASO**

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le projet de loi relative à l'activité d'affacturage au Burkina Faso a pour objectif de favoriser le développement de l'affacturage en tant qu'offre de financement adaptée aux problèmes de trésorerie des entreprises en général, et des petites et moyennes entreprises (PME) en particulier.

Ce projet de loi entre dans le cadre des actions initiées par les différentes institutions et organes de l'UMOA, sous l'instruction de la Conférence des Chefs d'Etat, en faveur du financement des économies et notamment des secteurs tels que ceux des PME/PMI, de l'habitat, des femmes, des jeunes, etc.

Le projet de loi sur l'affacturage vient compléter la Loi n°022-2017/AN du 09 mai 2017 portant crédit-bail au Burkina Faso.

En effet, le crédit-bail est un moyen de financement des investissements des entreprises et notamment des PME/PMI, l'affacturage quant à elle permet aux entreprises de combler les besoins de trésorerie pour le financement de leur besoin en fonds de roulement.

Ainsi, l'affacturage, appelé couramment factoring, est une technique de gestion financière qui consiste, pour une entreprise, à confier, dans le cadre d'un contrat, la gestion de ses créances clients à une société financière appelée affacteur ou factor. L'affacturage permet à l'entreprise de rendre ses créances liquides et de récupérer de la trésorerie. L'affacteur procède, moyennant une rémunération, au recouvrement des créances, à la gestion des encaissements et/ou à la garantie des risques clients.

Cette technique de financement s'adresse à toutes les entreprises qui offrent des prestations à d'autres entreprises ou à des organismes publics. Elle cible principalement les entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie pour financer leur cycle d'exploitation, et qui ont difficilement accès aux prêts bancaires classiques.

Le recours à l'affacturage comporte plusieurs avantages, notamment la sécurisation et le financement du poste clients, qui constitue une des principales préoccupations des entreprises. En effet, une gestion efficace des créances en attente de paiement est primordiale pour le développement de l'activité ainsi que la réduction des coûts et risques liés aux délais de recouvrement et aux impayés. L'affacturage constitue une solution pérenne de financement à court et moyen termes. Il permet à l'entreprise d'optimiser sa gestion administrative et de sécuriser sa gestion financière. Dans les États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), l'affacturage est une opération de crédit, au sens de la loi portant réglementation bancaire. De ce fait, elle relève de la compétence exclusive des établissements de crédit.

Toutefois, la loi bancaire reste muette sur certains aspects importants de l'opération d'affacturage. Il s'agit notamment des modalités (i) de transfert des créances au factor, (ii) de recouvrement des créances par le factor, (iii) de conclusion et d'effets, (iv) d'extinction ainsi que (v) de rémunération du contrat d'affacturage. L'absence de précisions sur les modalités pratiques de fonctionnement de l'affacturage a fortement contraint le développement de cet instrument de financement dans l'UMOA.

En effet, ces aspects sont traités sur la base du droit commun, en particulier les dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ainsi que celles de l'Acte Uniforme portant organisation des sûretés. Celles-ci ne tiennent pas suffisamment compte des spécificités de l'activité bancaire. Il apparaît donc nécessaire de prendre un texte.

C'est dans ce cadre que lors de sa session du 10 décembre 2020, le Conseil des Ministres de l'UMOA a, par décision N° 023 du 10/12/2020/CM/UMOA, procédé à l'adoption du projet de loi uniforme relative à l'activité d'affacturage dans les Etats membres de l'UMOA, à charge pour les Etats membres de prendre les dispositions nécessaires en vue de son insertion dans leur ordre juridique interne.

Globalement, ce projet de texte, outre le fait qu'il précise les droits et obligations des parties prenantes à l'affacturage, les dispositions financières et comptables, etc., établit notamment que :

- l'affacturage est exercé dans l'Union par les établissements de crédit ou les systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés dans les États membres de l'UMOA. Le champ d'application est ainsi étendu aux SFD, afin de promouvoir davantage l'affacturage ;
- si l'adhérent, l'affactureur ou le débiteur cédé, possède des établissements dans plus d'un État, l'entité visée est celle qui est partie au contrat d'affacturage ;
- les parties qui pratiquent l'affacturage international sont tenues de se conformer à la réglementation des relations financières extérieures en vigueur dans l'UMOA.

II- PROCESSUS D'ELABORATION

Le projet de loi relative à l'activité d'affacturage a été élaboré sur la base de l'approche participative. A cet égard, un atelier régional de concertation a été organisé le 13 mars 2019 à Dakar. Il a regroupé des représentants des Ministères en charge des finances des États membres, de la profession bancaire, des institutions financières régionales, des Partenaires Techniques et Financiers (Société Financière Internationale - SFI, Banque Mondiale, Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé - ICD, Alliance pour la Finance Inclusive - AFI) ainsi que des institutions communautaires (BOAD, OHADA).

Par ailleurs, la BCEAO a recueilli au cours du mois de juin 2019 les observations des PME, qui sont les principales bénéficiaires de ce mécanisme.

III- CONTENU DU PROJET DE LOI

Le projet de loi comporte quarante-deux (42) articles, répartis entre les sept (7) titres ci-après :

- titre I : dispositions générales ;
- titre II : formation du contrat d'affacturage ;
- titre III : dispositions financières et comptables applicables à l'affacturage ;
- titre IV : droits, obligations et responsabilités ;
- titre V : fin du contrat d'affacturage ;
- titre VI : sanctions ;
- titre VII : dispositions transitoires et finales.

Tel est **honorables députés**, l'objet du présent projet de loi relative à l'activité d'affacturage au Burkina Faso. Son adoption par votre auguste Assemblée permettra d'élargir la gamme des financements offerts aux entreprises, notamment aux PME/PMI, dont l'importance dans le tissu économique national est connue.

**Le Ministre de l'Economie,
des Finances et de la Prospective**

Seglaro Abel SOME
Chevalier de l'Ordre National